

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 03/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CNH FRANCE

RUE DES MEUNIER
60330 Le Plessis-Belleville

Références : IC-R/0186/23-BV/SA
Code AIOT : 0005101450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement CNH FRANCE implanté Rue des Meuniers 60330 Le Plessis-Belleville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CNH FRANCE
- Rue des Meuniers 60330 Le Plessis-Belleville
- Code AIOT : 0005101450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CNH France exploite deux entrepôts (Plessis Belleville et Lagny le Sec) dans lesquels sont stockés toutes les pièces de rechanges destinées aux engins agricoles et engins de construction. Les expéditions représentent environ 28 000 t/an à destination du monde.

Le site fonctionne 7jours/7, jour et nuit.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 11 avril 1997.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks
- Consommation d'eau
- Disponibilité des moyens incendie
- Collecte des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Comptabilisation des consommations d'eau - localisation des circuits	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 17	/	Sans objet
3	Point de contrôle : Disponibilité des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13	/	Sans objet
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/04/1997, article 18	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réorganisé les stockages suivant le plan d'action transmis suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure. L'inspection propose à Mme la Préfète d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 26/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Suite à la visite du 05 mai 2022, l'inspection avait constaté le positionnement de plusieurs stockages en dehors de l'entrepôt, en limite de propriété, sur des surfaces engazonnées, à proximité de l'entrepôt.</p> <p>Un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 26 juillet 2022 prescrivait une réorganisation des stockages dans un délai de trois mois.</p>
Constats : Par mail du 08 juillet 2022, M. Varlet, responsable du site informait l'inspection de la mise en oeuvre d'un plan d'action pour la réorganisation des stockages. Plusieurs échéances étaient fixées en juillet et novembre 2022. Par mail du 30 septembre 2022, M. Varlet confirmait le respect des échéances de juillet. Par mail du 21 novembre 2022, M. Varlet confirmait le respect des échéances de novembre. La visite d'inspection du 18 avril 2023 a permis de voir que tous les stockages extérieurs se trouvent à 15 mètres vis-à-vis des parois externes des cellules de l'entrepôt. L'inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Comptabilisation des consommations d'eau - localisation des circuits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 17
Thème(s) : Autre, consommations d'eau - localisation des circuits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eaux faisant apparaître les dispositifs d'épuration et les points de rejets dans le milieu récepteur.</p> <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les quantités d'eaux consommées de toute nature sont comptabilisées.</p>
Constats : L'exploitant a présenté le plan des circuits d'eau à jour en date du 03 novembre 2015. Ce plan représente le réseau d'alimentation des sanitaires, le réseau d'alimentation de la boucle des poteaux incendie et le réseau d'alimentation du sprinklage. La consommation est suivie à fréquence annuelle. 1975 m3 pour 2019, 1675 m3 pour 2020, 1680 m3 pour 2021 et 2022. Des pistes de réflexion sont en cours pour étudier la récupération des eaux pluviales pour un usage sanitaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Point de contrôle : Disponibilité des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13
Thème(s) : Risques accidentels, EAI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de la visite d'inspection du 05 mai 2022, le compte rendu de vérification du système d'extinction incendie par sprinkleurs en date du 01/03/2022 signalait un point de non-conformité sur l'ensemble des groupes motopompes : Les pressions relevées à 100% ce jour sur les sources A et B1 sont inférieures aux pressions nominales des pompes. Très forte dépression à l'aspiration de la pompe, prévoir un contrôle du clapet de pied et de l'état général du bassin.
Constats : Le nettoyage des bassins et des crépines d'aspiration en juillet 2022 a permis de retrouver des paramètres de fonctionnement correctes. Le compte rendu de vérification du système d'extinction incendie par sprinkleurs en date du 01/03/2023 relève aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/1997, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Eaux non souillées : Les eaux pluviales non souillées seront évacuées par le réseau d'eaux pluviales aboutissant au bassin tampon du site (constitué de deux étangs), avant rejet dans le réseau eaux pluviales de la commune. - Eaux susceptibles d'être souillées : Les eaux pluviales ayant ruisselé sur les aires de stationnement et de circulation des véhicules et susceptibles d'être souillées, transiteront, avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné et entretenu.
Constats : Le site est équipé de trois séparateurs d'hydrocarbures (zone Nord, zone de quais, zone parking). Ces séparateurs sont régulièrement entretenus (BSD de février 2022 pour les trois séparateurs). L'exploitant a communiqué également l'extraction track déchets concernant les évacuations des boues issues du nettoyage du bassin sur la période du 02 au 17 juin 2022 pour un tonnage de 110.75 t. Le prochain nettoyage des séparateurs est programmé du 26 au 31 mai 2023. Les eaux aboutissent dans un bassin tampon puis, en surverse dans le réseau EP de la commune de Verneuil en Halatte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet